

# Document d'aide Circulaire 2016/1 « Publication – banques »

**Exemple de la présentation annuelle des allègements au niveau individuel**

.... 2018

## **Présentation annuelle dans le rapport annuel avec le contenu suivant :**

En vertu des prérogatives de l'art. 125 de l'ordonnance sur les fonds propres, la FINMA a octroyé à la banque XXX SA, au niveau individuel, par décision du --.--., les allègements suivants :

### **1. Présentation de l'allègement :**

Maintien de l'approche de déduction paritaire s'agissant des participations selon l'art. 31 al. 1 let. d de l'ordonnance sur les fonds propres du 29 septembre 2006, dans sa version antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (art. 125 al. 4 let. b OFR).

Justification :

- Répercussions engendrées par les fonds propres de base durs, déterminés au niveau de l'établissement individuel, sur les fonds propres de base durs à détenir au niveau du groupe (vision consolidée) (« problématique du 19/26 % »).
- Présentation du fait que la banque a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible afin réduire la portée de cette problématique.
- Présentation du fait qu'il serait déraisonnable d'exiger de la banque la prise de mesures plus sévères afin de réduire cette problématique (art. 125 al. 2 OFR).

Données relatives à la matérialité des répercussions, en lien avec les fonds propres de base durs.

### **2. Présentation de l'allègement :**

Réduction des exigences de fonds propres au sein du groupe (art. 125 al. 4 let. c OFR) envers des sociétés du groupe réglementées et surveillées dans les pays appartenant au G-10 ainsi qu'en Australie.

Justification:

- Une augmentation des fonds propres requis au niveau individuel a pour conséquence une détention plus élevée de fonds propres au niveau du groupe (vision consolidée) que ce qui est nécessaire d'un point de vue réglementaire à ce niveau (« problématique du 19/26 % »).
- Présentation du fait que la banque a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible afin de réduire la portée de cette problématique.
- Présentation du fait qu'il serait déraisonnable d'exiger de la banque la prise de mesures plus sévères afin de réduire cette problématique (art. 125 al. 2 OFR).

Données relatives à la matérialité de leurs répercussions sur les actifs pondérés par le risque et l'engagement global.

### **3. [Autres allègements]**

- ### **4. Données relatives à la matérialité de l'ensemble des répercussions sur le ratio de fonds propres de base durs ainsi que la totalité des fonds propres, rapportés aux actifs pondérés par le risque ainsi qu'à l'ensemble des engagements**